



Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets

RAPPORT D'ACTIVITÉS 1999-2000

MEMBRES DU CONSEIL:

Présidente:

Mme Berthe Tessier
Militante de Drummondville

Vice-président:

M. Gaétan Bayeur
Regroupement Vert de Sainte-Geneviève-de-Berthier

Secrétaire:

Mme Hélène Dubé
Projet d'aménagement résidentiel et industriel de Saint-Michel

Trésorier:

M. Pascoal Gomes
ENVironnement JEUnesse

Administrateur:

M. Normand Beudet
Coalition laurentienne pour une gestion régionale des déchets

EMPLOYÉ PERMANENT

Directeur-général:

M. Karel Ménard

460, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 806, Montréal (Québec) H3B 1A7
tél.: (514) 396-2686 fcqged@cam.org fax.: (514) 396-7883

CHARGÉ-E-S DE PROJETS, CONTRACTUEL-LE-S

Mme Liliane Cotnoir, chargée de projets, projet de Prévention de la pollution dans le secteur textile (PEDD Tunisie) et projet Implantation des technologies propres (entreprises J.L. de Ball, Granby).

M. Marek Weltrowski, contractuel, projet de Prévention de la pollution dans le secteur textile (PEDD Tunisie) et projet Implantation des technologies propres (entreprises J.L. de Ball, Granby).

Mme Jocelyne Saint-Léger, chargée de projet, projet Gestion des matières résiduelles et impacts sur la santé publique (Programme d'animation communautaire - Santé Canada).

Mme Marie-Bernard Pasquier, chargée de projet, mémoire du FCQGED dans le cadre des audiences génériques sur la gestion de l'eau au Québec.

M. Dominique Frappier, responsable du centre de documentation et responsable du site internet de l'organisme.

Mme Laurence Rocher, stagiaire de l'Institut universitaire professionnalisé, Université de Pau (France), chargée de projet, étude sur les comités de vigilance au Québec.

DOCUMENTS PRODUITS

Mémoires:

- Avant-projet de loi n° 90. Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives en matière de gestion des déchets.
- Projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire par la Ville d'Amos.
- Audiences génériques sur la gestion de l'eau au Québec.

Autres documents:

- Synthèse de mémoires déposés en Commission parlementaire dans le cadre de l'Avant-projet de loi n° 90.
- Données quantitatives sur la gestion des déchets. Pour la province. Par région.
- Les comités de vigilance liés aux installations d'élimination au Québec: Bilan et perspectives

VIE DÉMOCRATIQUE

Dernière Assemblée générale annuelle des membres:

28 août 1999 à Montréal.

Conseils d'administration:

1999: 15 septembre, 11 novembre et 13 décembre;
2000: 24 janvier, 24 mars, 23 mai, 28 août et 24 octobre.

ACTIVITÉS

7 septembre 99, Richmond, Estrie

Visite du lieu d'enfouissement sanitaire de la Régie intermunicipale de gestion de déchets du Val-Saint-François afin de participer au lancement d'un projet-pilote visant à utiliser une pellicule plastique biodégradable comme recouvrement journalier.

23 au 26 septembre 99, Kanata, Ontario

Participation à l'Assemblée générale annuelle du Réseau canadien de l'Environnement en tant qu'organisme de la délégation du Québec à cet événement.

30 septembre 99, Québec, Québec

Présentation, en Commission parlementaire, du mémoire de l'organisme sur l'avant-projet de loi n° 90.

1^{er} octobre 99, Québec, Québec

Participation, en tant que membre, à l'Assemblée consultative québécoise en environnement et développement durable (ACQEDD).

20 octobre 99, Sainte-Anne-des-Plaines, Laurentides

Participation, en tant qu'organisme-ressource, à la réunion du Conseil d'administration de la Coalition laurentienne pour une gestion régionale des déchets (CLGRD).

24 au 27 octobre 99, Amos, Abitibi-Temiscamingue

Participation aux audiences du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) sur le projet d'établissement d'un lieu d'enfouissement sanitaire (LES) par la ville d'Amos.

1^{er} novembre 99, Sainte-Anne-des-Plaines, Laurentides

Participation, en tant qu'organisme-ressource, à la réunion du Conseil d'administration de la Coalition laurentienne pour une gestion régionale des déchets (CLGRD).

9 novembre 99, Saint-Antoine, Laurentides

Présentation et débat publics portant sur le LES de Sainte-Sophie et les impacts des mégalieux d'enfouissement sanitaire sur la santé et l'environnement.

29 novembre 99, Montréal, Montréal

Présentation du mémoire de l'organisme devant la Commission du BAPE dans le cadre des audiences génériques sur la gestion de l'eau au Québec.

30 novembre 99, Montréal, Montréal

Participation à un reportage dans le cadre de l'émission *Les règles du jeu* de Télé-Québec intitulés *Les verts aux poubelles* portant sur la problématique de l'enfouissement au Québec et principalement du cas du LES de Sainte-Sophie.

4 décembre 99, Montréal, Montréal

Participation à l'Assemblée générale annuelle du Réseau québécois des groupes écologiques (RQGE). Le FCQGED siégeant au comité exécutif de cet organisme.

8 décembre 99, Québec, Québec

Présentation, en Commission parlementaire spéciale, de la position du FCQGED sur l'avant-projet de loi n° 90.

24 février 2000, Montréal, Montréal

Participation active à une rencontre sur invitation, organisée par SNC-Lavallin et Environnement Canada sur un éventuel resserrement fédéral des contrôles transfrontaliers des matières résiduelles non-dangereuses.

6 mars 2000, Montréal, Montréal

Présentation, aux responsables et aux employés de l'organisme ENvironnement JEUnesse, portant sur le bilan de la gestion des matières résiduelles au Québec, la participation du public à la prise de décision, les plans de gestion et la régionalisation.

7 avril 99, Québec, Québec

Participation, en tant que membre, à l'Assemblée consultative québécoise en environnement et développement durable (ACQEDD).

2,3, et 4 juin 2000, Québec, Québec

Participation à l'assemblée générale annuelle du Réseau québécois des groupes écologistes. Formation sur la mondialisation.

13 juin 2000, Québec, Québec

Participation, sur invitation de RECYC-QUÉBEC, à une séance d'information sur la gestion des déchets en Allemagne. Présentation faite par le sous-ministre de l'environnement de la Bavière.

13 juin 2000, Joliette, Lanaudière

Participation au Conseil des maires de la MRC de Joliette portant sur une modification au schéma d'aménagement visant à permettre un agrandissement du site de Sainte-Geneviève-de-Berthier dans sa portion située à Saint-Thomas.

14 juin 2000, Québec, Québec

Participation, en tant que membre, à l'Assemblée consultative québécoise en environnement et développement durable (ACQEDD).

17 juin 2000, Saint-Jérôme, Laurentides

Participation à une manifestation publique organisée par la Coalition laurentienne pour une gestion régionale des déchets dans les rues de Saint-Jérôme. Allocution publique au nom du FCQGED.

19 juin 2000, Drummondville, Centre-du-Québec

Présentation, aux divers intervenants locaux, de la Loi 90, de ses implications et de la place faite à la participation des citoyens dans le cadre de cette loi. Le sujet de la régionalisation a également été traité.

29 juin 2000, Amos, Abitibi-Temiscamingue

Présentation, aux divers intervenants locaux, de la Loi 90, de ses implications et de la prise en charge sur le plan local, de la gestion des matières résiduelles. Visite des installations de la compagnie Contrex à Amos, le 30 juin.

11 juillet 2000, Joliette, Lanaudière

Participation au Conseil des maires de la MRC de Joliette portant sur une modification au schéma d'aménagement visant à permettre un agrandissement du site de Sainte-Geneviève-de-Berthier dans sa portion située à Saint-Thomas.

15 août 2000, Saint-Cyprien, Bas-du-Fleuve

Présentation, aux divers intervenants locaux, de la Loi 90, de ses implications et du rôle des entreprises d'économie sociale dans la mise en oeuvre des plans de gestion des matières résiduelles.

16 août 2000, Baie-Comeau, Côte-Nord

Présentation, aux divers intervenants locaux, de la Loi 90, et ses implications.

18 septembre 2000, Québec, Québec

Présentation, aux divers intervenants locaux, de la Loi 90, et ses implications. Parallèle entre la situation de la gestion des déchets au Québec et la surconsommation.

21 septembre 2000, Drummondville, Centre-du-Québec

Présentation, aux membres du conseil d'administration du Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec, de la Loi 90 et ses implications.

23 septembre 2000, L'Avenir, Estrie

Retraite de l'organisme portant principalement sur ses réalisations au cours des dix dernières années et sur son plan d'action 2001.

28 septembre au 1^{er} octobre 2000, Clemensport, Nouvelle-Écosse

Participation, en tant que membre de la délégation québécoise, à l'assemblée générale annuelle du Réseau canadien de groupes écologistes.

25 octobre 2000, Sainte-Anne-des-Plaines, Laurentides

Participation, en tant qu'organisme-ressource, à la réunion du Conseil d'administration de la Coalition laurentienne pour une gestion régionale des déchets (CLGRD).

26 octobre 2000, Joliette, Lanaudière

Participation, en tant qu'organisme invité, à la réunion du Conseil d'administration du Comité de suivi environnemental (COSE) de la compagnie Ciment Saint-Laurent.

LES PROJETS

Validation du programme de formation en prévention de la pollution dans le secteur textile et mise en oeuvre du programme par les intervenants, Phase 3.

Ce projet consiste en la réalisation de la troisième et dernière phase du Programme environnement et développement durable (PEDD) de l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI). Il comporte notamment la validation du programme de formation produit en 1999 lors de la deuxième phase en réalisant la mise en application supervisée de ce programme dans les établissements de formation dans le secteur de l'ennoblissement textile en Tunisie. Subséquemment à cela, les formateurs tunisiens du textile pourront appliquer les principes de prévention de la pollution dans leurs activités de formation. Ce projet est réalisé en partenariat avec l'Association tunisienne pour la protection de la nature et de l'environnement (ATPNE).

Implantation d'un programme de prévention de la pollution et de technologies propres chez J.L. de Ball inc.

En partenariat avec Environnement Canada et la compagnie J.L. de Ball Canada inc. situé à Granby, le FCQGED a implanté un programme de prévention de la pollution dans cette entreprise de fabrication de textiles en vue de réduire la pollution et de générer des économies reliées à l'implantation du programme.

Tournée et campagne provinciale d'information

Dans le cadre du programme information, sensibilisation et éducation (ISE) de RECYC-QUÉBEC, le FCQGED réalise une tournée provinciale afin de faire connaître la récente Loi 90 sur la gestion des matières résiduelles. La tournée s'adresse à tous, mais particulièrement aux groupes environnementaux, aux élus régionaux ainsi qu'à ceux qui auront la responsabilité d'appliquer les différentes mesures prévues dans le document. 10 régions administratives sont visées par cette tournée qui s'achève à Montréal en décembre 2000.

Centre de documentation sur internet

Toujours dans le cadre du programme ISE, le FCQGED rendra accessible la consultation de son centre de documentation sur internet. Les internautes pourront alors prendre connaissance de la collection de documents du centre ainsi que faire des réservations à partir de leur poste de travail. À noter que cette bibliothèque sur internet inclut les documents d'Action RE-buts situés dans le centre ainsi que ceux du PARI Saint-Michel, organisme montréalais disposant également dans centre de documentation dans leurs locaux dans le quartier Saint-Michel de Montréal.

La gestion des matières résiduelles et les impacts sur la santé publique.

Dans le cadre du *programme d'animation communautaire* (PAC) de Santé Canada, le FCQGED réalise un projet concernant la gestion des matières résiduelles et les impacts sur la santé publique. Le projet consiste en la réalisation d'un guide sur le sujet à l'intention de formateurs qui auront, à leur tour, la possibilité de sensibiliser leur milieu à cette problématique. La formation prendra la forme d'un atelier qui aura lieu en décembre 2000. Seront également produites, des fiches de vulgarisation sur certaines problématiques spécifiques à l'usage d'une clientèle plus large. Le Département de la Santé publique du Québec s'est de plus offert afin de vérifier l'information diffusée par le biais du guide à l'intention des formateurs.